

nant dans certains États des privilèges dangereux pour la population blanche. Ainsi la différence entre la situation anormale où se trouvent les deux pays est bien tranchée. A la Jamaïque les affranchis n'ont pas autant de liberté que le reste de la population et ils en sont irrités ; aux États-Unis on veut leur en donner plus qu'au reste de la population, et les hommes sensés en sont alarmés. Si la lutte qui vient de s'engager à ce sujet entre les politiques américains n'aboutit pas à de nouvelles convulsions, on peut s'attendre au moins qu'elle éloignera pour de longues années le jour où l'union aurait pu être rétablie sur son ancienne base. Lorsque les hommes du Sud voient le Nord consumer son énergie en se fractionnant de toutes manières, le désir de venger les anciennes défaites doit nécessairement fonder dans leur cœur.

Les défenseurs les plus exagérés du suffrage nègre sont les radicaux, avant-garde du parti républicain. Ce parti, ou mieux cette fraction de parti, commande la majorité dans le congrès. Dès l'ouverture du congrès, ces prétendus libéraux avancés ont montré le cas qu'ils font de la liberté en refusant d'admettre parmi les représentants de la nation les hommes envoyés par le Sud. Par cet expédient tyrannique le parti démocrate a perdu ses plus nombreux, ses plus fermes appuis, et par lui-même il est impuissant aujourd'hui à tenir en échec les prétentions des radicaux. Usant et abusant de leur pouvoir, ceux-ci ont voté leur célèbre projet de loi pour l'organisation du bureau des affranchis. Homme du Sud (du Tennessee), ancien adepte du parti démocrate, et froissé probablement de ce que les représentants de son état ne siègent pas au congrès, le Président crut devoir mettre un terme à ces mesures menaçantes. Comme la constitution lui en donne le droit, M. Johnson a, par son *veto*, empêché l'adoption de cette dernière loi. Cet acte a soulevé les plus vives clameurs des radicaux. Ils ont commencé par faire retentir le sénat et la chambre des représentants d'allusions mordante à la conduite antérieure de M. Johnson, puis ils sont descendus aux invectives directes. C'est alors qu'on a vu ce qu'il ne peut être donné de voir qu'aux États-Unis. Le 22 février, anniversaire de la nais-